



**MINISTÈRE
DE L'AGRICULTURE
ET DE LA SOUVERAINETÉ
ALIMENTAIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Secrétariat général Service des ressources humaines Sous-direction de la gestion des carrières et de la rémunération Département du pilotage de la mobilité 78, rue de Varenne 75349 PARIS 07 SP 0149554955	Note de mobilité SG/SRH/SDCAR/2023-533 17/08/2023
--	--

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 7

Objet : Appel à candidature : Mobilité fil de l'eau_Opérateurs (FAM, CL) 07 postes

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du "2ème cercle" ; la fiche correspondante mentionnant les personnes à contacter est jointe en annexe à la présente note.

FranceAgriMer :

- 1 poste de chargé.e d'étude modernisation et dématérialisation du dispositif

Date limite de candidature : 08/09/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude certification des bois et plants de vignes.

Date limite de candidature : 09/09/2023

- 1 poste de chef.fe d'unité prospective

Date limite de candidature : 21/09/2023

- 1 poste de chargé.e d'étude bio-économie et méthanisation

Date limite de candidature : 21/09/2023

- 1 poste de chargé.e de mission évaluation.

Date limite de candidature : 11/09/2023

Conservatoire du littoral:

- 1 poste d'assistante administratif.ve

Date limite de candidature : 20/09/2023

- 1 poste directeur.trice de la communication

Date limite de candidature : 15/10/2023

L'adjointe au sous-directeur de la gestion
des carrières et de la rémunération

Virginie Chenal

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Etablissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé(e) d'étude modernisation et dématérialisation du dispositif

Direction des Interventions / Service Programmes opérationnels pêche et promotion /
Unité Promotion

N° appel à candidature : 23627	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Poste vacant – prise de fonction au 01/09/23	Localisation : Montreuil (93) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir

Présentation de l'environnement professionnel

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Lieu d'information, d'échanges, de réflexion, d'arbitrage et de gestion pour les filières françaises de l'agriculture et de la pêche rassemblées au sein d'un même établissement, FranceAgriMer :

- met en œuvre des dispositifs de soutiens techniques et financiers, nationaux et européens, et gère des dispositifs de régulation des marchés ;
- assure un suivi des marchés, propose des expertises économiques, mais également techniques par exemple en contribuant à des actions de coopération technique et au développement des filières à l'international ;
- organise le dialogue, la concertation et la mise en œuvre des politiques publiques en s'appuyant sur une gouvernance renouvelée.

Dans le secteur de la viticulture et pour d'autres filières, la direction des interventions de FranceAgriMer gère différentes aides prévues dans la politique agricole commune (PAC). Au sein de la direction « Interventions » de

FranceAgriMer, le poste est rattaché au service « Service Programmes opérationnels pêche et promotion » et à l'unité « Promotion ».

L'unité, composée de 25 à 30 personnes organisées en 4 pôles, gère différents processus d'aide à la promotion des produits agricoles ou agroalimentaires en France, au sein de l'Union Européenne ou vers des pays tiers à l'UE.

Des crédits communautaires et nationaux sont mis en œuvre pour accompagner les opérateurs (entreprises, interprofessions, ...) dans leurs actions de promotion.

Objectifs du poste

Pour le dispositif de promotion vitivinicole, proposer, expertiser et traduire dans la télé procédure en cours de développement des voies de modernisation du dispositif au plan juridique et pratique.

Au sein d'un projet mené en méthode agile, le titulaire du poste apporte une expertise du dispositif, de ses contingences réglementaires et des contraintes de l'unité. Il assure le suivi des évolutions, rend compte des développements au chef d'unité et son adjoint, et prépare des arbitrages.

Il forme les usagers à l'outil, et communique auprès des bénéficiaires.

Il participe à des ateliers avec les usagers pour recueillir les besoins et établir des retours d'expériences, dans un objectif de modernisation du dispositif et d'amélioration continue de l'outil.

Missions et activités principales

- Contribuer à une planification des travaux de développement de l'outil conforme aux objectifs de l'établissement
- Contribuer à la définition et la priorisation des besoins au regard de la réglementation et de l'environnement métier
- Participer à la rédaction et à la validation des User stories
- Suivre les évolutions des développements
- Alerter le métier en cas de difficultés
- Appui à la recette fonctionnelle et utilisateur
- Participer ou animer différentes instances de suivi du projet entre maîtrise d'ouvrage et maîtrise d'œuvre
- Contribuer à l'animation de groupes de travail et d'utilisateur visant à moderniser l'outil et la mesure de promotion vitivinicole.
- Former les agents à la télé procédure et accompagner le changement sur les outils de travail
- Rédiger des procédures destinées aux agents de l'unité
- Assurer l'information aux usagers

Relations fonctionnelles du poste

- Services internes de FranceAgriMer (service informatique /agence comptable / service des contrôles / service juridique)
- Corps d'audit interne ou externe
- Prestataires (développement et recette)
- Entreprises du secteur vitivinicole demandes des aides

Compétences requises pour le poste :

Connaître

- l'environnement institutionnel général et propre au domaine d'activité,
- Les bases réglementaires des dispositifs d'aides de la PAC
- l'organisation interne de l'établissement
- Les technologies de l'information et de la communication

Maîtriser

- Réactivité
- Capacité d'analyse
- Qualités rédactionnelles
- Capacité d'initiative
- Capacité à rendre compte
- Qualités relationnelles
- Sens de l'organisation
- Capacité d'écoute
- Capacité à gérer des échéances

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum licence validée pour les candidats contractuels

Contraintes du poste

Pas de contrainte particulière

Poste clé¹ : Non

Poste à caractère sensible² : Non

Poste à privilèges³ : Non

Personnes à contacter

Frédéric VINOT, Chef de l'unité promotion

☎ : 01 73 30 27 72 ✉ : frederic.vinot@franceagrimer.fr

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

☎ : 01 73 30 22 35 ✉ : mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus. L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 08/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

1 Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

2 Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

3 Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé (e) d'étude certification des Bois et Plants de Vignes

Direction Interventions /Service Contrôles et Normalisation /Unité Normalisation

N° appel à candidature : 23635

Catégorie : A

Cotation parcours professionnel : 1

Cotation Groupe RIFSEEP :

4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement

4 si corps des attachés

Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides

Poste vacant

Localisation : Montreuil ou Libourne

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

FranceAgriMer, établissement national des produits de l'agriculture et de la mer, est, avec le ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire, l'organisme public de référence en matière de filières agricoles et de la pêche.

Au sein du service contrôles et normalisation de la direction des interventions, l'unité normalisation pilote, au niveau national, le dispositif de gestion de contrôle en vue de la certification des bois et plants de vigne, afin de garantir leur qualité d'un point de vue sanitaire que variétal.

Dans ce cadre, FranceAgriMer a été reconnu service officiel de contrôle pour la certification du matériel de multiplication végétative de la vigne et autorité compétente pour la délivrance des passeports phytosanitaires, indispensables aux opérateurs professionnels pour les transactions commerciales et l'exportation.

Objectifs du poste

Rattaché(s) à une équipe de 5 personnes, vous serez en charge de l'actualisation des procédures de certification sur le dispositif bois et plants selon les évolutions de la réglementation européenne et nationale en matière de certification et de surveillance sanitaire ainsi que de leurs déclinaisons sur les applications et projets informatiques relatifs à ce dispositif.

Missions et activités principales :

Le titulaire du poste aura en charge :

- l'analyse de la réglementation européenne et nationale et sa mise en œuvre au sein des procédures de gestion et de contrôles ;
- l'analyse et l'expression des besoins relatifs aux travaux informatiques nécessaires à la gestion du dispositif ;
- la gestion des projets (MOA) de l'unité en lien avec les équipes informatiques ;
- la coordination des autres intervenants auxquels pour les tâches indispensables au bon fonctionnement du dispositif : délégations de contrôles officiels, prestation d'analyses par des laboratoires, étiquettes à délivrer par des imprimeurs ;
- le pilotage de la mise en œuvre du dispositif par les Services Territoriaux de FranceAgriMer et par les autres intervenants dans ce dispositif ;
- la production et l'analyse statistiques de la filière et de l'activité ;
- la préparation des réunions périodiques avec les professionnels du secteur.

La prise de poste est accompagnée tout au long du parcours de suivi et d'accompagnement par les membres de l'équipe.

Relations fonctionnelles du poste :

- Au sein de FranceAgriMer, agent de l'Unité Normalisation constituée de 5 agents, 6 Services territoriaux en charge de la mise en œuvre du dispositif des bois et plants de vignes (22 agents), Service informatique et prestataires, Service des affaires financières, Service facturier ;
- Direction générale de l'alimentation (Dgal) du ministère en charge de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire (MASA) ;
- SRAL en région (Services régionaux de l'alimentation) ;
- Organismes à vocation sanitaire, délégataire Fredon

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Principes généraux du droit
Expérience en gestion / pilotage de projets informatiques
Maîtrise des applications informatiques bureautiques usuelles (word, excel, Powerpoint)
Connaissance générale des réglementations
Formations disponibles le cas échéant.

Savoir-faire / Maîtrise

Savoir rendre compte
Capacités d'adaptation
Qualités organisationnelles
Esprit d'analyse et de synthèse
Rigueur, sens de l'initiative, autonomie
Qualités rédactionnelles
Sens du travail en équipe et en réseau

Diplôme – Expérience professionnelle :

Minimum bac+3 obtenu en cas de candidature de contractuel

Poste clé¹ : Oui Non ☒

Poste à caractère sensible² : Oui Non ☒

Poste à privilèges³ : Oui Non ☒

Personnes à contacter

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Pascale Demet, cheffe du Service Contrôles et Normalisation

pascale.demet@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 25 12

Patrick Jacquet, chef d'unité Normalisation

patrick.jacquet@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 24 68

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 09/09/2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chef-fe d'Unité Prospective

MEP/AET

N° appel à candidature : 23639	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 2	Cotation Groupe RIFSEEP : Groupe 2 si corps des Ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement Groupe 2 si corps des attachés d'administration de l'Etat
Filière d'emploi : 7 - Économie et filières agricoles et agroalimentaires, gestion des aides	
Poste vacant	Localisation : Montreuil (93100) 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p>Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.</p> <p>Le futur service Analyses économiques transversales (SAET, actuellement en préfiguration) assurera des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui aux réflexions stratégiques et aux analyses socio-économiques des pouvoirs publics ou des acteurs économiques des filières.</p> <p>Au sein du futur service AET, l'unité Prospective développera l'expertise et l'activité prospective avec les filières agricoles.</p>	
<p>Objectifs du poste</p> <p>Le-la chef-fe de l'unité Prospective assure l'animation et l'encadrement d'une équipe de 2 chargés d'études avec lesquels il-elle mène des exercices de prospective sur et pour les filières agricoles, en assure la diffusion et contribue plus largement aux réflexions stratégiques sur l'avenir des filières.</p>	

Missions et activités principales :

- 1- Conduire des exercices de prospective :
 - Accompagner la genèse de demande d'exercices de prospective
 - Contribuer au recueil et à la mise en forme des informations de cadrage nécessaires à la compréhension des systèmes objets d'une étude de prospective
 - Organiser les exercices de prospective à commencer par la constitution d'un groupe de travail prospectif (la cellule d'animation) qui se réunira régulièrement, en présentiel, pendant 18 mois à 2 ans pour chaque exercice
 - Organiser et animer les réunions de cellule d'animation des exercices de prospective
 - Contribuer aux travaux entre les séances
 - Produire les écrits intermédiaires et finals
 - Organiser et animer la mise en débat des scénarios générés et amorcer la démarche stratégique
 - Piloter le travail des chargés d'études
- 2- En dehors des exercices formalisés, participer à différentes réflexions touchant à l'avenir des filières et outiller des réflexions transverses : exploration de sujets d'avenir à caractère transverse, analyse de tendances, participation à des prospectives conduites par d'autres structures, sensibilisation aux démarches et méthodes prospectives, etc.

Relations fonctionnelles du poste :

En interne à FranceAgriMer, l'unité prospective est en relation régulière avec les unités du service Analyses économiques des filières et avec les Délégués filières qui sont amenés à participer aux exercices de prospective. Les services du ministère de l'agriculture et du ministère de l'environnement sont également des interlocuteurs fréquents.

Enfin les travaux et réflexions prospectives supposent une mobilisation donc des relations fréquentes avec les élus et les permanents des organisations professionnelles, les experts des centres techniques et des organismes de recherche.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Connaissance des méthodologies de prospective et connaissance des filières agricoles ou capacité et fort intérêt à acquérir ces connaissances

Savoir-faire / Maîtrise

Animation de l'équipe
Organisation et animation de réunion
Conduite de projet
Capacités de synthèse graphique et rédactionnelle

Savoir être

Capacités d'écoute et de reformulation. Esprit d'équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Minimum bac+3 en cas de candidature de contractuel mais bac+ 5 souhaité et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Déplacements ponctuels

Poste clé¹ : Oui Non x

Poste à caractère sensible² : Oui Non x

Poste à privilèges³ : Oui Non x

Personnes à contacter

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Pierre Claquin, Directeur Marchés Études et Prospective

pierre.claquin@franceagrimer.fr

Françoise Brugière, préfiguratrice du service Analyses économiques transversales

francoise.brugiere@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 59

Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement

mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 septembre 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé.e de mission évaluation

MEP/SAET/Unité Évaluation

N° appel à candidature : 23640	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex

Conditions de recrutement :

Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.

Présentation de l'environnement professionnel :

La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.

Le futur service Analyses Économiques Transversales (AET, actuellement en préfiguration) assure des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui aux réflexions stratégiques et aux analyses socio-économiques des pouvoirs publics ou des acteurs économiques des filières.

Au sein du futur service AET, l'unité Évaluation est chargée de conduire les exercices d'évaluation d'actions publiques prévues au programme de l'établissement ; il s'agit en particulier d'apprécier l'efficacité, l'efficience, la pertinence et la cohérence des politiques publiques évaluées et, dans la mesure du possible, d'en apprécier l'impact socioéconomique.

Objectifs du poste :

- Sous le pilotage de la cheffe d'unité, participer aux activités d'évaluation des politiques publiques au sein de FranceAgriMer ainsi qu'en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation ;

- Contribuer à la diffusion de la culture de l'évaluation dans l'établissement en favorisant notamment l'adaptation du recueil et du traitement des informations nécessaires à la caractérisation de l'impact socioéconomique des interventions publiques et en formalisant des conclusions évaluatives mobilisables pour faciliter leur appropriation ;
- Fournir aux autres unités de l'établissement qui le souhaitent une expertise sur les méthodes d'évaluation des actions menées.

Missions et activités principales :

- Réalisation d'exercices d'évaluation variés tant en terme de type de dispositifs analysés que de filières concernées. Il s'agit de reconstituer la logique d'action du dispositif pour permettre la formulation de questions évaluatives, de trouver les indicateurs pertinents et les sources de données à mobiliser pour apprécier la pertinence, la cohérence, l'efficacité et l'efficience des mesures mises en œuvre et de formuler d'éventuelles recommandations d'évolution du dispositif. Il peut parfois s'agir de proposer des solutions techniques permettant de contourner les obstacles classiques à l'évaluation et notamment l'absence ou la difficulté d'accès aux données les plus directement pertinentes ;
- Rédaction de rapports d'évaluation et présentation des résultats aux instances associant les professionnels concernés ;
- Appui méthodologique aux Unités de l'établissement concernant la simplification des dispositifs d'aides et le suivi d'études d'impacts socio-économiques notamment ;
- Participation à la préparation du programme annuel d'évaluation au sein du programme d'études économiques préparé et mis en œuvre par la direction MEP

Relations fonctionnelles du poste :

Le(a) chargé(e) de mission travaille en étroite collaboration avec les autres unités de FAM selon le domaine évalué (Unités suivant l'information économique des filières au sein de MEP, Direction des interventions, Délégués filières, services territoriaux). Il (elle) met en place des comités d'évaluation rassemblant, selon les besoins, des agents du MASA (Bureaux produits, SSP, CGAAER, services déconcentrés), du MTE (CGDD), des collectivités territoriales, des représentants professionnels de l'agriculture et de la pêche. Les travaux d'évaluation sont le plus souvent conduits en associant plusieurs chargés d'études de l'unité.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Bonne connaissance des politiques agricoles et/ou de la pêche ;
Solides notions d'économie, notamment agricole ;
Connaissance des règles de base en matière d'aides agricoles, nationales et communautaires.

Savoir-faire / Maîtrise

Capacité d'analyse, de synthèse, de rigueur et de méthode ;
Qualités rédactionnelles avérées ;
Aptitude à la gestion de projets et au travail en équipe ;
Bonne maîtrise des outils bureautiques ;
Maîtrise des techniques de traitement de base de données
Capacité à s'investir dans une grande variété de sujets différents.

Savoir-être

Très bonnes aptitudes relationnelles avec des interlocuteurs de profils variés, dont des services dont l'action quotidienne est évaluée (écoute, neutralité, etc.)
Sens du partage de l'information

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum validé si candidat contractuel mais bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Poste clé¹ :	Oui	Non x
Poste à caractère sensible² :	Oui	Non x
Poste à privilèges³ :	Oui	Non x

Personnes à contacter :

Françoise Brugière, préfiguratrice du service Analyses Économiques Transversales
01 73 30 22 59

francoise.brugiere@franceagrimer.fr

Anne-Sophie Wepierre, Cheffe de l'Unité Évaluation
01 73 30 23 11

anne-sophie.wepierre@franceagrimer.fr

Tiphaine Lelièvre, chargée d'étude recrutement
01 73 30 22 35 mobilite@franceagrimer.fr

Conditions de travail

FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.

L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité.

Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins.

Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement.

Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.

DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 11 septembre 2023

Le dossier de candidature doit comporter :

- Une lettre de motivation,
- Un curriculum-Vitae,
- Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon.

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Appel à candidature - FranceAgriMer

Organisme payeur de fonds européens et nationaux, FranceAgriMer met en œuvre des dispositifs de soutien aux filières agricoles et de la pêche, et gère des dispositifs de régulation des marchés. L'Établissement soutient également le développement à l'international du secteur agroalimentaire.

En outre, il assure un suivi des marchés et propose des expertises économiques permettant aux pouvoirs publics d'adapter leurs actions et aux opérateurs de chaque filière de gagner en compétitivité.

Enfin, il organise le dialogue et la concertation entre pouvoirs publics et professionnels des filières au sein de ses instances : conseil d'orientation, conseils spécialisés, commissions thématiques interfilières.

Chargé-e d'Études bioéconomie et méthanisation

MEP/SAET/Unité Bioéconomie

N° appel à candidature : 23640	Catégorie : A
Cotation parcours professionnel : 1	Cotation Groupe RIFSEEP : 4 si corps des attachés d'administration 4.1 si corps des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement
Filière d'emploi : 2 - Statistique, étude, audit, évaluation, prospective	
Poste vacant	Localisation : 12, rue Henri Rol-Tanguy / TSA 20002 93555 Montreuil Cedex
<p>Conditions de recrutement :</p> <p>Les agents fonctionnaires sont accueillis en Position Normale d'Activité (PNA) ou par la voie de détachement selon le statut d'origine. Les agents titulaires d'un CDI de droit public peuvent se voir proposer la portabilité de leur contrat de travail (en application des articles L332-2 et L 332-5). Les autres agents contractuels sont recrutés sous contrat de droit public d'une durée de 3 ans (en application Article L. 332-2 2° du Code Général de la FP) éventuellement reconductible. La rémunération est déterminée selon les expériences en lien avec le profil du poste à pourvoir.</p>	
<p>Présentation de l'environnement professionnel :</p> <p>La direction Marchés, études et prospective (MEP) est chargée, au sein de FranceAgriMer, d'établir et de diffuser auprès des partenaires publics et professionnels de l'Établissement l'information économique la plus pertinente pour assurer la transparence des marchés et éclairer les décisions à prendre.</p> <p>Le futur service Analyses économiques transversales (SAET, actuellement en préfiguration) assurera des missions d'analyses économiques portant sur des sujets transverses aux différentes filières (ex. biomasse, consommation alimentaire) ou au travers d'outils méthodologiques spécifiques (évaluation, prospective) ainsi que d'appui aux réflexions stratégiques et aux analyses socio-économiques des pouvoirs publics ou des acteurs économiques des filières.</p> <p>Au sein du futur service AET, le poste sera rattaché à l'Unité Bioéconomie, chargée notamment du volet valorisation non-alimentaire de la biomasse (biocarburants, méthanisation, coproduits animaux, produits biosourcés).</p>	
<p>Objectifs du poste</p> <p>Référent au sein de la Direction MEP sur la méthanisation et le biogaz, la-le chargé-e d'études suivra et pourra initier des études visant à mieux connaître la dynamique et le potentiel de développement de la méthanisation en France, et plus spécifiquement de la méthanisation agricole. Elle-il sera amené-e à partager ses connaissances</p>	

au sein de l'Établissement et à participer et représenter FranceAgriMer aux réunions, colloques et séminaires organisés en lien avec cette thématique.

Missions et activités principales :

En tant que référent-e sur la méthanisation :

- Conduite d'une veille réglementaire, économique et scientifique sur le biogaz, la méthanisation agricole et industrielle ;
- Diffusion orale et écrite des connaissances, par la proposition des sujets de notes ou d'analyses économiques de la filière ;
- Lancement et pilotage des études sur la bioéconomie, et en particulier la méthanisation.

La-le chargé-e d'études contribuera par ailleurs à développer et à alimenter le système d'information sur la bioéconomie (ONRB) par la constitution et l'entretien de réseaux d'experts, l'estimation des gisements de biomasse et le traitement des données collectées.

Elle-il appuiera la cheffe d'unité dans l'alimentation et l'animation des instances de concertation en lien avec la bioéconomie, notamment le groupe de travail « méthanisation ».

Relations fonctionnelles du poste :

La-le chargé-e d'études travaillera en étroite collaboration avec les autres membres de l'unité bioéconomie et analyses transversales, notamment pour l'alimentation et le développement de l'ONRB. Du fait de la transversalité des filières de la bioéconomie, la-le chargé-e d'études sera amené-e à travailler avec l'ensemble des unités de la direction MEP, les délégués filières ainsi qu'avec les administrations œuvrant pour la bioéconomie (MASA, MTE, Ademe, IGN...) et les acteurs régionaux. Un lien étroit avec les organisations professionnelles, instituts techniques et acteurs de la recherche dans le domaine de la bioéconomie sera indispensable pour assurer pleinement les missions confiées à la-le chargé-e d'études. Notamment, il sera amené à travailler avec divers représentants des filières de la bioéconomie ainsi qu'avec les instituts techniques agricoles pour perfectionner les sources de données et les méthodes de calcul de l'ONRB.

Compétences requises pour le poste :

Savoirs / Connaissances

Des connaissances ou un fort intérêt pour :

- l'analyse statistique et économique,
- les filières agricoles, agro-industrielles, forestières et recyclage
- les politiques agricoles, économiques et environnementales
- les procédés de méthanisation

Bonne capacité de synthèse d'études et de textes réglementaires

Pratique avancée de l'anglais (lu et parlé)

Savoir-faire / Maîtrise

- Très bonne capacité rédactionnelle et de communication orale
- Capacité de synthèse
- Aptitude à conduire un projet
- Maîtrise des outils bureautiques
- Rigueur et méthode

Savoir être

- Autonomie, esprit d'initiative, de l'organisation et des priorités,
- Bon relationnel, sens du partage de l'information, aptitude au travail en équipe

Diplôme – Expérience professionnelle

Bac+3 minimum validé si candidat contractuel mais bac+ 5 et / ou expérience professionnelle en rapport avec les missions du poste

Contraintes du poste :

Poste clé¹ :

Oui Non X

¹ Poste clé au regard de la qualité d'organisme payeur de l'établissement.

Poste à caractère sensible² :	Oui	Non X
Poste à privilèges³ :	Oui	Non X
<p align="center">Personnes à contacter</p> <p>Françoise Brugière, préfiguratrice du service Analyses économiques transversales Francoise.brugiere@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 59</p> <p>Aurore Payen, Cheffe de l'unité Bioéconomie aurore.payen@franceagrimer.fr – Tel 01 73 30 22 47</p> <p>Tiphaine LELIEVRE, chargée d'études recrutement mobilite@franceagrimer.fr – Tél. : 01 73 30 22 35</p>		
<p align="center">Conditions de travail</p> <p><i>FranceAgriMer est proche du métro ligne 1 Station Saint-Mandé (5 minutes), du RER A (10 minutes) et de lignes de bus.</i></p> <p><i>L'établissement offre la possibilité de bénéficier du télétravail, sous certaines conditions d'éligibilité. Vous bénéficierez, dès votre arrivée, d'un tutorat pour accompagner votre prise de poste et d'un parcours de formation d'accueil. Vous aurez également accès au plan annuel de formation en fonction de vos besoins. Le siège de l'établissement dispose d'un service de restauration interne proposant des tarifs préférentiels aux agents, au sein du bâtiment moderne qui abrite l'établissement. Vous aurez également la possibilité de bénéficier du comité d'action sociale, ainsi qu'une crèche inter-entreprises qui accueille les enfants des agents de FranceAgriMer dès 12 semaines jusqu'à leur entrée en maternelle, offrant une prestation multi-accueils.</i></p>		
<p align="center">DATE LIMITE DE CANDIDATURE : 21 septembre 2023</p> <p>Le dossier de candidature doit comporter :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Une lettre de motivation, - Un curriculum-Vitae, - Pour les agents fonctionnaires indiquer le corps, grade et échelon. 		

² Poste à caractère sensible au regard des conflits d'intérêts et de la lutte contre la fraude.

³ Poste à privilèges au regard de la certification SMSI de l'établissement.

Réf : RFT-SG-SAF-P-2023-35RM02

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

Assistant.e administratif.ve à temps complet au sein du secrétariat général/service des affaires financières à Rochefort

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie B, accessible :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Le service des affaires financières est situé à Rochefort au sein des services centraux.

Le service est rattaché au secrétariat général et encadré par le responsable du service des affaires financières qui assure également la fonction d'agent comptable.

Outre le responsable, le service des affaires financières est composé de trois assistants administratifs polyvalents chargés de l'exécution des dépenses publiques (marchés publics et hors marchés).

Description des missions

En lien étroit avec le service de l'agence comptable, l'assistant administratif a pour missions principales :

- la vérification des pièces de facturation au regard des clauses contractuelles et de la réglementation publique ;
- la mise en paiement des dépenses sur le logiciel PEP (INETUM) ;
- le suivi de l'exécution financière des marchés publics ou autres contrats ;
- l'assistance auprès des délégations et services.

Profil et compétences requises

- Expérience dans un service des affaires financières – bonne connaissance de la chaîne de dépenses et de l'exécution financière ;
- Bonne connaissance des marchés publics ;
- Connaissance des règles de la comptabilité publique ;
- Capacités d'organisation, de rigueur et de méthode ;
- Qualités relationnelles et sens du travail en équipe ;
- Maîtrise de l'outil informatique (Excel).

Relations hiérarchiques et fonctionnelles

L'assistant administratif est en relation hiérarchique avec le responsable de service et en relation fonctionnelle avec les services centraux de l'établissement et les délégations de rivières.

Caractéristiques du poste

Poste à temps complet de catégorie B :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme)

Télétravail selon les dispositions du règlement télétravail de l'établissement.

La politique des ressources humaines du Conservatoire du littoral vise à garantir un recrutement respectueux des principes de non-discrimination et de diversité. Ainsi, les candidats reconnus travailleurs handicapés peuvent accéder à cet emploi.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1^{er} novembre 2023**. Il est localisé à Rochefort (17).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) sont à faire parvenir **au plus tard le 20 septembre 2023** sur la plateforme dédiée du site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Les fonctionnaires doivent également joindre au dossier leur dernier arrêté de situation administrative.

Renseignements sur le poste (pas de dépôt de candidature à ces adresses)

Jean-François CHEVALIER, Agent comptable et responsable du service des affaires financières
courriel : jf.chevalier@conservatoire-du-littoral.fr

Caroline MORUCHON, adjointe au responsable du service budget et commande publique
courriel : c.moruchon@conservatoire-du-littoral.fr

Renseignements administratifs

Valérie PANZA, responsable SRH par intérim
courriel : v.panza@conservatoire-du-littoral.fr

Réf : COM-P-2023-36RM12

FICHE DE POSTE

Le Conservatoire du littoral recrute un(e) :

directeur.trice de la communication et en charge du mécénat du Conservatoire du littoral à temps complet à Paris

Poste à temps complet ouvert aux agents de catégorie A+, accessible :

- Aux fonctionnaires en position normale d'activité ou en détachement
- Aux agents contractuels de droit public bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement (décret n°2016-1697)
- Aux candidats non fonctionnaires et ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme).

Le Conservatoire du littoral, établissement public administratif de l'Etat, acquiert, aménage et confie en gestion des espaces fonciers du littoral et des rivages lacustres en vue de les soustraire à l'urbanisation, de protéger les paysages qu'ils constituent, leur richesse écologique et les biens culturels afférents, tout en les rendant accessibles au public.

Créé en 1975, le Conservatoire protège aujourd'hui plus de 213 000 ha situés sur le littoral. Son objectif à l'horizon 2050, dit du « tiers naturel », fixé par la Stratégie d'intervention 2015-2050, correspond à une cible de 320 000 ha protégés. Les terrains du Conservatoire sont confiés en gestion aux collectivités territoriales ou à des associations.

Son contrat d'objectifs et de performance a été signé le 15 juin 2020 avec le ministère de l'écologie qui exerce la tutelle de l'établissement.

Le Conservatoire emploie actuellement 175 agents, fonctionnaires ou contractuels, au siège à Rochefort, à la direction de Paris et dans les « délégations de rivages » réparties sur le littoral (en métropole et outre-mer). Ces délégations sont chargées, en lien avec les services du siège national, de négocier l'acquisition des terrains, d'organiser la maîtrise d'ouvrage des projets et travaux sur ces terrains, d'en confier et d'en piloter la gestion, en lien avec les structures gestionnaires.

La direction de l'établissement est située à Paris. La directrice adjointe et les 3 services nationaux du siège sont situés à Rochefort. Ils comprennent une soixantaine d'agents répartis au sein du Secrétariat général, de la direction de l'action foncière et des systèmes d'information (Dafsi) et de la direction de la gestion patrimoniale (Dgpat).

Par le nombre important de ses visiteurs et la très grande diversité des publics qu'il accueille sur ses sites – habitants de proximité, visiteurs réguliers ou occasionnels, touristes internationaux... – le Conservatoire du littoral répond à un besoin essentiel d'accès à une nature préservée sur le littoral. Il se doit de sensibiliser le public aux enjeux du littoral et aux bénéfices de son action et de promouvoir la valorisation et le respect de l'intégrité des espaces naturels et des biens culturels associés.

La délégation de la communication et du mécénat est en charge de la valorisation, auprès de publics identifiés, des missions de l'établissement, elle participe à la sensibilisation du public aux enjeux du littoral et à l'action du Conservatoire. Elle est également en charge du développement de liens étroits avec les entreprises à travers le mécénat, afin de conduire des programmes annuels d'actions. Dans la perspective de son 50ème anniversaire en 2025, le Conservatoire du littoral a renouvelé en 2023 sa stratégie de communication.

La délégation de la communication et du mécénat du Conservatoire du littoral, créée en 2003, est localisée à Paris. Elle est actuellement constituée d'une directrice et d'une chargée de missions (cat.A)/et d'une chargée d'études (cat.B). Elle est secondée par une agence de communication en prestation extérieure dans le cadre d'un marché courant jusqu'en 2025.

Description du poste

Le.la directeur.trice de la communication et en charge du mécénat est placé.e sous l'autorité de la directrice du Conservatoire du littoral. Dans le cadre de la stratégie d'intervention à 2050 et des documents d'orientation de l'établissement (contrat d'objectifs et de performance, orientations stratégiques, plan d'action de la « stratégie de communication 2023-2025 et de la feuille de route 2023-2024 de la Délégation) ; il.elle fixe les objectifs de l'équipe qui découlent des priorités retenues par la Direction de l'établissement. Il.elle est responsable du suivi et l'avancement de la mise en œuvre de ces objectifs.

Il.elle est en relation fonctionnelle avec l'équipe de Direction, les services nationaux du Conservatoire et les délégations de rivages sur l'ensemble de ses missions.

Il.elle est membre du Comité de direction et participe aux réunions décisionnelles de l'établissement.

Description des missions

En matière de communication,

- il.elle met en œuvre la « stratégie de communication 2023 – 2025 » du Conservatoire, en lien avec l'agence de communication prestataire recrutée. La stratégie couvre les domaines de l'univers de marque, des réseaux sociaux, de la presse, de l'évènementiel, de l'édition, de la photographie, des productions graphiques institutionnelles et d'une partie de la communication interne dédiée aux animations et manifestations propres au Conservatoire.
- Il.elle assure la rédaction ou la relecture de productions écrites diverses telles que notes de synthèses pour la Direction, communiqués de presse, dossiers de presse, articles, préfaces...
- Il.elle met en place, en lien avec les délégations de rivages, des actions locales de communication, construit et entretient les relations avec les médias.
- Il.elle pilote les initiatives menées par le Conservatoire à destination des « maisons du littoral », en lien avec les délégations de rivages et les gardes du littoral.
- Il.elle assure les relations avec le ministère de tutelle et les partenaires institutionnels pour relayer ou nourrir les actions de communication nationales.

En matière de mécénat,

- Il.elle anime les partenariats avec une dizaine d'entreprises mécènes, négocie les concours financiers, pilote la programmation des projets en lien avec les besoins des directions et délégations. Il recherche la possibilité de porter régulièrement de nouveaux projets avec de nouvelles structures.

En matière de pilotage,

- Il.elle construit le programme et le budget de communication annuel de l'établissement issu du dialogue de gestion et en assure l'exécution technique et financière

En matière managériale,

- Il.elle est le relais de la politique RH de la délégation en lien étroit avec la direction et le SG / SRH.
- Il.elle encadre les agents de la Délégation, assure les entretiens professionnels et veille aux évolutions professionnelles de son équipe (formation, promotion).

Profil et compétences requises

Poste de catégorie A+, ouvert aux agents fonctionnaires dans le cadre d'une position normale d'activité ; aux agents contractuels en CDI bénéficiant déjà du quasi statut de l'environnement et aux candidats non fonctionnaires ne relevant pas du quasi-statut (sous condition de diplôme : article 5 décret 2016-1697).

Ce poste requiert les compétences suivantes :

- Solide expérience de plusieurs années en communication avec si possible expérience en communication publique, communication de crise,
- Pratique des outils de la communication et de l'animation
- Expérience souhaitée en matière de mécénat et de conduite de projets (processus de négociation et d'animation)
- Connaissances souhaitées en matière de politiques publiques environnementales, d'aménagement du territoire, de paysage, de patrimoine et de politique foncière
- Capacités managériales et expériences souhaitées en responsabilité d'équipe

- Aptitude au travail en équipe
- Aptitudes au travail en environnement complexe (nombreux déplacements sur l'ensemble du territoire, parfois sur plusieurs jours) qui nécessite une organisation et une discipline personnelle pour optimiser le rythme des alternances bureau/déplacements (rencontres de mécènes, réunions, inaugurations...)
- Qualités relationnelles
- Aisance pour la prise de parole en public et l'animation de réunions
- Qualité rédactionnelle pour la production ou la relecture d'écrits divers

Le poste nécessite des déplacements fréquents et une disponibilité importante. Le règlement intérieur relatif au temps de travail de l'établissement est applicable à ce poste.

Lieu d'affectation et date de prise de fonction

Le poste est à pourvoir **à compter du 1^{er} janvier 2024** Il est localisé à Paris (75).

Renseignements et dépôt des candidatures

Les dossiers de candidature (CV + lettre de motivation) sont à faire parvenir **au plus tard le 15 octobre 2023** sur la plateforme dédiée du site internet du Conservatoire du littoral : www.conservatoire-du-littoral.fr - Rubrique offres d'emploi.

Les fonctionnaires doivent également joindre au dossier leur dernier arrêté de situation administrative.

Renseignements sur le poste (pas de dépôt de candidature à ces adresses)

Anne KONITZ, actuelle directrice de la communication et du mécénat du Conservatoire du littoral : a.konitz@conservatoire-du-littoral.fr ou 01 44 63 56 68

Julien PELGE, secrétaire général : j.pelge@conservatoire-du-littoral.fr ou 05 46 84 72 93

Agnès VINCE, directrice du Conservatoire du littoral : secretariat.paris@conservatoire-du-littoral.fr ou 01 44 63 56 62 (secrétariat de Mme VINCE)